

Dans le domaine du désarmement, l'Internationale suscite la controverse. Un Groupe de travail, créé en mai 1978 à la suite d'une conférence et dirigé par le leader du parti social-démocrate finlandais Lev Sorsa, a travaillé sur la question, n'hésitant pas à se rendre en octobre 1979 à Moscou pour rencontrer les dirigeants soviétiques Brejnev, Souslov, Ponomarev et Zagladine, ces deux derniers du département international du parti communiste soviétique. Depuis 1972, l'Internationale, qui en 1951 avait adopté des principes très anticommunistes, avait décidé que, tout en continuant la lutte idéologique contre le communisme, ses partis affiliés étaient libres d'établir des relations et de conclure des accords avec les partis communistes. Notons que le groupe de travail sur le désarmement a consulté également le président Carter et le vice-président Mondale ainsi que le secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim. Le document élaboré par ce groupe a été adopté lors du Congrès de Madrid en novembre 1980. L'Internationale, tout en condamnant fermement l'occupation de l'Afghanistan, a pris notamment à son compte la recommandation selon laquelle au moins 5 p.cent des dépenses d'armement actuelles devrait être consacré à l'aide au développement. En plus d'appuyer l'ensemble des négociations en cours sur le désarmement, les partis socialistes ont été appelés à lutter pour la réduction des armements au niveau régional et national. En outre, sur l'initiative de l'Internationale, une commission présidée par Olaf Palme a été créée à Vienne en septembre 1980. Cette commission, qui se propose de présenter un plan de désarmement à l'ONU en 1982 comprend non seulement des socialistes mais également G. Arbatov, directeur de l'Institut soviétique d'étude des États-Unis et du Canada, et l'ancien secrétaire d'État américain Cyrus Vance. Ces initiatives de l'Internationale lui ont attiré le reproche d'avoir une attitude trop complaisante à l'égard de l'URSS, qualifiée même de munichoise par des observateurs de droite. Certes, les partis socialistes autrichien et suédois suivent la politique de neutralité active de leurs pays (ouverts sur le Tiers monde) qu'ils ont contribué à définir. Les qualifier de «tiers-mondistes» et de «neutralistes» est une manière de les critiquer. Le parti travailliste néerlandais, dirigé par Den Uyl, est partisan d'un désarmement nucléaire unilatéral; Karel van Nienst, leader du parti socialiste flamand, est aussi hostile à l'implantation des fusées *Pershings* et des missiles de croisière comme les ailes gauches des partis social-démocrate allemand et travailliste britannique. Mais il n'en reste pas moins que, tout en négociant avec Moscou, le chancelier Schmidt tient à une défense solide de l'Europe face au SS-20. Et il peut compter sur la fermeté du président Mitterand à l'égard des Soviétiques.

Au coeur de l'Internationale

Le vocable eurosocialisme est peut-être trop limitatif. Le socialisme européen, s'incarnant dans ses divers partis, s'incrit, comme nous l'avons vu, dans la perspective plus large de l'Internationale socialiste. Mais il en